



Fonctions Publiques et Assimilés

Déclaration de l'Union syndicale Solidaires lors de la séance d'ouverture des négociations salariales du 24 juin 2008

Messieurs les Ministres,

Aujourd'hui 24 juin 2008, nous ouvrons un nouveau cycle de négociations salariales, en souhaitant que vos agendas vous autorisent à rester, cette fois, jusqu'au bout de la séance.

Cycle de négociations salariales que nous souhaitons annuel et non triennal.

Nous pensons, à Solidaires, ou du moins nous espérons que vous comprendrez que notre présente déclaration se fasse en plusieurs séquences.

Si nous prenons positivement acte que cette réunion se tient avant la préparation du budget, nous regrettons vivement que d'ores et déjà, vous ayez prévu que tout soit conclu le 3 juillet prochain.

Nous regrettons aussi, mais encore plus vivement et fortement, le fait que les documents de travail pour cette importante réunion nous aient été une nouvelle fois transmis la veille. Dans un 1^{er} temps, des documents que nous pourrions qualifier de « statistiques » sont transmis dans la matinée du 23 et dans un 2^{ème} temps, des documents de travail comportant vos propositions nous sont adressés vers 19 heures 30, toujours la veille de la réunion.

Depuis la nomination de votre gouvernement, et vos prises de fonction, Messieurs les ministres, nous pouvons dire et prouver, que vous affichez clairement votre mépris pour les agents de la Fonction publique et leurs organisations syndicales. Mépris, lorsque ce n'est pas de la répression qui s'abat sur eux ! Les personnels des impôts confrontés à des agents de la BAC et aux gendarmes mobiles s'en souviendront longtemps, longtemps !

Quand aux représentants du personnel, il y a trop eu de déclarations qui atteignaient, encore là, le stade du mépris !

Les «accords de Bercy» ne doivent pas servir qu'à la communication du gouvernement et nous rappelons ici à Monsieur Santini qu'il ne s'agit pas de « remettre de l'ordre ». Ces accords sont des outils, utiles à la construction d'une nouvelle forme, plus démocratique, de dialogue social.

Si le dialogue social passe par le respect des agents et des Organisations Syndicales, pour la préparation de cette réunion, comme pour d'autres sujets d'ailleurs, vous avez franchi un cap insupportable.

Vous avez encore beaucoup de progrès à faire si vous voulez, comme vous le dites constamment, faire vivre un véritable dialogue social avec les représentants des personnels.

Le 3 juillet, aura donc lieu la réunion conclusive et si vous comptez véritablement, nous faire quelques propositions intéressantes pour les personnels, contenues ou non dans votre document de travail transmis hier soir, nous aimerions pouvoir les étudier sereinement et que, au sein de notre Union Syndicale Solidaires puisse s'exercer et être respecté le débat démocratique.

Vous comprendrez déjà, que Solidaires vous demande le report de la réunion conclusive prévue pour le 3 juillet.

Le pouvoir d'achat est resté et reste une préoccupation majeure des personnels comme de l'ensemble de la population.

La situation s'aggrave pour des millions de salariés et les personnels de la fonction publique sont aussi largement concernés.

Vous avez refusé jusqu'à maintenant, Messieurs les ministres, de prendre les mesures d'augmentations générales qui s'imposaient. Pas plus tard qu'hier matin, Monsieur le Secrétaire d'Etat

à l'antenne de France 2, vous avez encore déclaré que les syndicats avançaient un chiffre faux, de 6 % de perte de pouvoir d'achat par les fonctionnaires, depuis 2000.

Vous avez vanté la mise en place de la GIPA qui ne concerne, selon vos dires, que 17% des personnels. Vous avez toujours refusé de considérer et vous avez toujours réfuté le fait, que ce sont « tous » les personnels qui ont perdu du pouvoir d'achat.

Inflation 2008 : « Nous aurons sans aucun doute plus d'inflation en 2008 qu'on a eu en 2007. Je ne pense pas que les prix du pétrole baissent durablement en 2008 et je pense que les prix d'un certain nombre de matières premières et notamment agricoles continueront à augmenter sur le marché mondial. » a expliqué la Ministre de l'Economie et des Finances, Christine Lagarde. Dans son rapport de décembre 2007 l'OCDE misait sur une hausse des prix en France de 2,2 % en 2008 mais maintenant compte tenu de l'envolée des cours du pétrole et des matières premières, les experts de l'Insee prévoient plutôt une inflation autour de 3 % en moyenne. Ce sera donc bientôt 9% de perte de pouvoir d'achat que les personnels de la Fonction publique pourront afficher depuis 2000.

Nous considérons donc de notre responsabilité, de notre devoir de représentants des personnels de vous rappeler, Messieurs les ministres, qu'il ne suffit pas de prendre l'indice brut à un temps T et de le comparer à un indice brut à un temps T+3 pour pouvoir calculer les pertes de pouvoir d'achat.

Nous vous demandons donc, de revoir rapidement, très rapidement pour l'année 2008, le bas de la grille indiciaire des agents C mais aussi de revoir les augmentations que vous avez largement octroyées pour 2008.

Mais, nous comprenons mieux que la logique individuelle au mérite que vous voulez introduire passe forcément par l'application de la GIPA.

9% de pertes de pouvoir d'achat messieurs les Ministres, une inflation pour 2008 à 3%. Même les bénéficiaires de la GIPA vont devoir subir ce que la majorité des travailleurs, des chômeurs, des précaires subissent dans ce pays, c'est-à-dire : une paupérisation de leur niveau de vie, puisque vous devrez appliquer votre mécanisme GIPA sur 2008, seulement en année 2011. Si l'inflation continue de croître, bonjour les dégâts !

Sans verser dans le misérabilisme, de plus en plus de personnels se retrouvent dans une situation précaire, et les fins de mois se situent maintenant vers le 10 du mois plutôt que vers le 30. Ce n'est donc pas avec vos propositions d'augmentation de + 0,5% au 1^{er} juillet de chaque année (période 2009-2011) et une hausse de + 0,3 en octobre 2009 que vous serez quittes envers les fonctionnaires. Alors, nous enfonçons, nous aussi, encore un peu plus le clou pour les agents de catégorie C, notamment ceux en bas de la grille actuelle...Revoyez la pour 2008 et le SMIC des fonctionnaires aussi.

Parfois et heureusement nos revendications et vos propositions se rencontrent. Nous pensons à tous les personnels qui, régulièrement, payent de plus en plus cher pour se rendre sur leur lieu de travail. L'augmentation du prix du baril de pétrole n'arrange rien bien sûr, mais dès le début 2007, suite à la parution du décret du 22 décembre 2006, Solidaires vous avait demandé, en prenant pour exemples les agglomérations de Toulouse et de Rennes, d'étudier pour tous les personnels utilisant les transports en commun, un système de remboursement similaire à celui pratiqué en Ile de France. Aujourd'hui, vous admettez que cela nécessite une intervention accrue des employeurs publics à l'égard de leurs salariés. Vous proposez donc, un assouplissement des conditions relatives, du décret cité, au titre d'abonnement et une mise en place d'un système de remboursement, à compter du 1^{er} janvier 2009, en cohérence avec la politique « locale » de prise en charge des déplacements.

C'est bien, mais concrètement qu'est-ce que cela veut dire ? Nous attendons impatiemment vos éclaircissements sur le sujet.

Quant aux agents qui utilisent leur véhicule personnel dans le cadre de l'exercice de leurs missions et qui perçoivent une IK, oui cela méritait, comme vous le dites, mais depuis bien longtemps, une revalorisation immédiate... de combien, dites nous encore ? Là aussi, nous attendons des chiffres précis et en cohérence avec la hausse du prix des carburants, qui n'a pas « que » pour reprendre votre expression, « sensiblement évolué ».

Nous vous demandons que ce sujet des remboursements fasse aussi partie des ajustements annuels.

Toujours dans le cadre de nos « échanges » prévus ce jour, nous considérons à Solidaires que l'action sociale mérite discussions, mais dans un cadre de dialogue social qui s'appelle le CIAS et que cela n'a rien à voir avec la rémunération. Nous sommes toujours d'accord pour discuter avec vous de

ce point essentiel dans la vie des personnels mais en dehors d'une négociation sur les rémunérations et dans les cadres de dialogue social existants.

Pour ne pas abuser de votre temps, nous n'allons pas décortiquer dans cette déclaration vos maigres propositions, mais permettez moi, de prendre encore un peu de votre temps.

Il paraît que la moitié des économies réalisées par les suppressions d'emplois devaient revenir aux fonctionnaires. Certes, à Solidaires, nous sommes opposés aux suppressions d'emplois, mais nous pensions que ces économies seraient reversées en monnaies sonnantes et trébuchantes, aux fonctionnaires continuant d'assurer, dans de mauvaises conditions morales et matérielles, ce pour quoi ils se sont engagés.

Mais non, ces économies seront reversées aussi, toujours selon les dires du secrétaire d'Etat Monsieur Santini, toujours hier sur France 2, pour les « conditions de travail ». Est-ce que cela veut dire qu'en plus de supprimer des hommes et des femmes de leurs chaises, vous allez récupérer ces économies pour payer les chaises et les tables de ceux qui restent. C'est plus que des économies, c'est de la pingrerie sinon de l'arnaque.

A propos, Monsieur le Secrétaire d'Etat, nous sommes tout à fait d'accord avec vous, il s'agit de l'argent des contribuables. Alors, n'en faisons pas n'importe quoi et disons « pourvu que cela ne serve pas à reverser, au nom du bouclier fiscal, des gros chèques à une minorité de hauts revenus », comme vous l'avez déjà fait.

Moins d'argent, une dégradation des conditions de travail, un statut attaqué, presque moribond et des suppressions d'emplois par dizaine de milliers : vous ne pensez tout de même pas que les personnels vont vous laisser faire.

Messieurs les ministres, les mobilisations de ces derniers mois vous devez les entendre, car elles traduisent véritablement un malaise profond des agents de la fonction publique. Il ne s'agit pas de faire de l'agitation ou de porter comme les travailleurs japonais en grève un brassard noir. Il s'agit de vous faire comprendre que dans la Fonction publique, « tout fout le camp », et que les milliers de fonctionnaires qui exercent aujourd'hui leurs missions de services publics, au nom de l'Etat, en ont assez d'être les boucs émissaires de votre politique libérale, assez d'être les responsables de tous les maux économiques de la France.

Bien sûr, pour le reste de la réunion, nous mettrons M Santini de bonne humeur, puisque nous reparlerons plus précisément du point d'indice.

Il est temps, Messieurs les ministres de faire un véritable geste pour les personnels. Puisque nous sommes au début d'une négociation, trop courte à notre sens, nous vous demandons le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, par l'octroi d'une mesure générale: 65 points d'indice pour chaque agent et une valeur du point d'indice portée à minima à 5 euros.

Nous vous demandons, aussi, Messieurs les ministres, d'ouvrir immédiatement, une négociation spécifique pour réduire les inégalités salariales entre les hommes et les femmes dans la Fonction publique. Cela exige une négociation qui prenne en compte toutes les variables : emploi à temps partiels, féminisation des jury de concours, possibilité de préparation aux concours, déroulement de carrière etc...

Une augmentation du nombre et de la valeur du point d'indice ;

Une refonte de la grille indiciaire, pour toutes les catégories et en même temps ;

Une remise à plat des régimes indemnitaires...indemnités trop souvent attribuées au lieu et place des points d'indice dus en reconnaissance des qualifications.

Nous avons beaucoup de travail, mettons nous y, rapidement et concrètement, et pour les trois versants de la Fonction publique.

Enfin, Solidaires exige tout simplement, et le mot exiger est un mot très fort, que les personnels de la Fonction publique dans ses trois versants soient considérés et payés correctement mais aussi dignement !